



NPA

**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

**360 milliards
pour les banques !**

Nous voulons...

**L'interdiction des
licenciements**

**Plan d'embauche
pour les besoins sociaux
et écologiques**

**Pas de revenu
salaire, Rmi, chômage...
inférieur
à 1500 euros**

**Défense des services
publics**

**Banque publique unique
pour financer
les besoins sociaux et
écologiques**

Un emploi pour tous...

C'est possible en prenant dans les profits !

Ce n'est pas parce que les banques font à nouveau des profits que le chômage diminue. Bien au contraire, les licenciements économiques explosent : plus de 4000 procédures collectives en France pour l'année 2009, plusieurs centaines de milliers de chômeurs de plus.

Il faut y ajouter :

- les 200 000 "ruptures conventionnelles" qui permettent aux patrons de se débarrasser de leurs salariés "à l'amiable";
- les 150000 licenciements individuels contestés chaque année devant les prud'hommes,
- la diminution des effectifs des services publics, par exemple la suppression de plus de 150 emplois à l'hôpital de Rouen,
- la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires par le non remplacement des départs en retraite.

Ces licenciements ont des effets très concrets pour ceux qui ont encore un emploi : une aggravation constante de leurs conditions de travail. On leur demande de toujours faire plus, plus vite, avec moins de personnel. Combien craquent ?

Ca suffit ! ! !

Défendre l'emploi impose de se confronter au patronat qui défend des intérêts inverses à ceux des salariés : ils veulent le minimum d'emplois, payés le moins possible, pour obtenir le maximum de profits.

Il faut, tous ensemble :

- Imposer l'interdiction de tous les licenciements, en prenant sur les profits pour maintenir les emplois. De l'argent il y en a : les grosses entreprises font des profits. Le gouvernement trouve 44 milliards d'euros chaque année pour rembourser les intérêts de la dette auprès de ces banques qu'il a en plus largement arrosé pour juguler la crise. Ces 44 milliards d'euros, cela correspond à 800 000 emplois.
- remettre en cause la précarité de l'emploi, l'intérim, les temps partiels imposés ;
- réduire le temps de travail sans perte de salaire et imposer des embauche correspondantes ;
- un revenu minimal vital à 1500 euros net : c'est le minimum pour vivre correctement dans la société actuelle

Nos emplois, pas leurs profits !

www.npa2009.org